

SOMMAIRE

Préambule	9
Introduction.....	13
Londres le 7 juillet.....	27
Le Pakistan fabrique des armes nucléaires et des terroristes	39
La guerre contre le terrorisme est aussi une guerre des mots.....	49
Les terroristes : des psychologies diverses	55
Al-Qaïda : une invention occidentale.....	70
Collusion entre le terrorisme, le crime organisé et les affairistes	83
L'Arabie Saoudite entre financement du terrorisme et réforme	100
L'Iran : l'instrumentaliste du terrorisme chiïte.....	108
Le Maghreb, un avant-terrain pour tous	119
Guerre en Tchétchénie	127
Le Renseignement en ébullition.....	136
Approche de l'islam	148
Développements à appréhender.....	160

Enseignements	173
Chronologie	181
Mouvances et organisations terroristes.....	194
Glossaire.....	211
Terminologie militaire adaptée à la compréhension de l'action terroriste	233
Sources ouvertes	240

PRÉAMBULE

Ce livre traite en particulier de la problématique du terrorisme au nom de l'islam. Ce que beaucoup rassemblent sous l'appellation – non contrôlée – d'Al-Qaïda.

On ne saurait appréhender la situation en se limitant à l'aspect technique du terrorisme.

C'est pourquoi le domaine spécifique à l'action terroriste n'est pas approfondi. Par contre, les domaines de la géopolitique, de l'islamisation, de la politique des affaires occupent une place importante.

Et on ne peut aborder la gravité du terrorisme de manière pertinente sans éclairer davantage son contexte, tant idéologique que financier : analyser les causes qui l'alimentent, à savoir principalement une politique étrangère occidentale sujette à caution, une économie ancrée dans le tout pétrole ; l'influence grandissante des lobbies de l'armement et l'expansion du crime organisé ; la mondialisation servant aussi de vecteur aux activités criminelles.

Les pages consacrées à l'Arabie Saoudite et au Pakistan mettent en perspective l'idéologie belliqueuse de la première qui, conjuguée aux pétrodollars, a fait les ravages

que l'Occident, comme sorti d'un long sommeil, fait mine de constater aujourd'hui. Quant au second, lui aussi allié des États-Unis, du moins officiellement, il incarne la promotion d'un islamisme antagoniste qui lui permet de maintenir artificiellement son unité nationale.

Cet islamisme agressif a nourri la déstabilisation des républiques du sud de l'ex-URSS et les réseaux des trafics d'armes et de drogue encore utilisés par les États-Unis il y a peu : la création des Talibans, celle d'une multitude de mouvances terroristes agissant aussi bien au Pakistan, au Cachemire, que dans le Maghreb.

Les lignes consacrées à l'Iran soulignent combien ce pays qui semblait avoir abandonné ses actions de violence politique est encouragé, aujourd'hui, à réactiver ses liens avec l'activité terroriste. Fort de son expérience remontant à la Révolution islamique de 1979, ce pays a pour principal souci de « fixer » les troupes américaines dans le « borbier » irakien. Ce n'est pas le seul État à se sentir directement menacé par l'appétit de l'ogre républicain, actuellement à table à Washington. La Syrie aussi est dans la ligne de mire.

Il ne sera pas fait état du régime de Damas. Ceci par manque de place et parce que l'on déborderait obligatoirement sur le Liban, et la lourde responsabilité de la France dans la région et, par voie de conséquence, sur le conflit israélo-palestinien.

Quant à la Tchétchénie, les pages qui lui sont consacrées entendent éclairer la nature du conflit qui l'anime. Celui d'une guerre d'indépendance. Avec l'assise d'une population qui a depuis plus d'un siècle connu la soumission, la déportation et encore aujourd'hui l'oppression.

PRÉAMBULE

L'approche de l'islam, quant à elle, souhaite, sans aucune prétention théologique de la part de l'auteur, souligner combien l'islam est pluriel, élaboré et à la fois complexe. Il est sujet à de multiples interprétations. Dans tous les cas, l'islam n'a rien à voir avec le terrorisme. Il est, dans diverses situations, soit pris en « otage » par les terroristes, soit dénaturé par « des leaders religieux » qui s'en servent pour asseoir leur pouvoir.

Le chapitre sur le Renseignement encourage l'esprit critique du lecteur et l'invite à se poser les bonnes questions : à qui bénéficie le crime ? Et pourquoi ?

L'ensemble de l'ouvrage incite le lecteur à appréhender les événements sous d'autres angles. À explorer d'autres vérités que cette pensée unique toute construite et qui nous est martelée avec un conditionnement digne du meilleur marketing. À savoir que nous, Occidentaux, sommes les victimes d'une force du mal, supranationale, du nom d'Al-Qaïda, avec pour chef Oussama Ben Laden qui aurait les moyens de frapper partout avec l'objectif final d'établir un califat mondial.

Cette caricature nous est servie au quotidien. Elle favorise la paresse intellectuelle.

On devrait plutôt conduire la réflexion sur les motivations des acteurs d'actes terroristes mais aussi sur celles des commanditaires. Elles sont rarement les mêmes. Les premiers, employés comme main-d'œuvre relativement bon marché, imaginent servir une cause, se réaliser, obtenir une revanche sur les autres ou sur la vie. Acquérir une identité. Faire la une des journaux. Répondre à la dynamique d'un groupe devenu depuis peu une nouvelle famille. Alors que les commanditaires, eux, visent des objectifs politiques.

La finalité des attentats de Madrid était d'impliquer l'Espagne dans les luttes intestines qui couvent au Maroc et de déstabiliser son jeune souverain, la présence militaire espagnole en Irak aux côtés des États-Unis étant principalement un argument.

À Londres, les coups ont été portés depuis le Pakistan. Principal rentier de la production d'opium de son voisin, l'Afghanistan. Pays dans lequel un corps de troupe britannique mène la lutte antinarcotique, aux côtés de la DEA américaine, contre les « chefs de guerre » et les Talibans.

Quant aux attentats de Charm el-Cheikh, la cible est l'industrie touristique. Principale rentrée de devises de l'Égypte. L'objectif final recherché, à quelques semaines de l'élection présidentielle, est la déstabilisation du raïs et de son régime autocratique.

Entre les commanditaires des attentats et les terroristes qui sèment la mort et la désolation directement de leurs mains, il y a un monde. Celui de l'industrie de la terreur. « Imams autoproclamés », passeurs, artificiers, marchands d'armes, « instructeurs », trafiquants de drogue, fonctionnaires soudoyés, politiques et O.N.G. (organisations non gouvernementales) à but humanitaire s'y côtoient. Tout ce monde trouve intérêts et profits dans le maintien du chaos.

Le terrorisme nous concerne tous. Nous sommes tous des victimes potentielles de cette industrie de la terreur qui semble coller à la mondialisation. Et dont les implications dépassent les capacités de réflexion de ceux qui se complaisent à réduire le problème sous le label Al-Qaïda.

INTRODUCTION

« Le terrorisme d'État n'est évidemment pas une nouveauté : les guerres coloniales, la Terreur, la Contre-Terreur n'en sont pas les premiers exemples historiques, beaucoup les ont précédés alors même que la chose ne portait pas encore de dénomination précise. »

John K. Cooley,
journaliste anglais

En guise d'introduction, plusieurs réflexions s'imposent. Le terrorisme est un outil de violence politique. Il est employé dans le contexte de la guerre asymétrique. Il sous-tend une planification suivie d'une organisation. Il en découle l'existence d'un complot.

Il est question d'actions planifiées en général avec l'appui, voire le « pilotage » d'un régime ou d'une puissance au sein d'un État.

Le terrorisme est une méthode. Ce n'est pas une doctrine. Il n'implique pas une vision du monde. Aussi l'affirmation qu'Al-Qaïda vise à établir un califat mondial ne repose sur aucun fondement.

Les propos énumérés dans les lignes qui suivent le sont sans complaisance. L'industrie du terrorisme brise des familles de part et d'autre et il n'y a pas lieu d'être dupe sur ce sujet trop grave. Une quantité d'individus s'enrichissent avec le terrorisme et ils ne veulent surtout pas que ça s'arrête. Voici la réelle image du mal!

Ce ne sont pas des groupes d'individus qui ont perdu la tête et qui distribuent la mort et la désolation gratuitement et aveuglément.

Cet ouvrage sur un sujet sensible, loin de toute polémique, vise à recentrer le débat sur la nature strictement politique du terrorisme.

L'Occidental est handicapé dans sa réflexion par des raccourcis tels que l'existence d'une force « démoniaque » du nom d'Al-Qaïda : la simplification que le terrorisme est d'origine musulmane.

Dans le conditionnement de l'opinion publique, les médias endossent une grande part de responsabilité.

Pour comprendre davantage la problématique, ce livre éclaire deux axes :

- 1. Al-Qaïda en tant que telle n'existe pas.*
- 2. Le terrorisme et les violences politiques sont des actions de guerre asymétrique liées au pouvoir et non à la religion.*

En théorie, le terrorisme est l'emploi d'actions tactiques pour atteindre des objectifs stratégiques.

Le terrorisme est une forme de combat qui fonctionne par l'exploitation de la surprise. Le Renseignement ne doit pas seulement se concentrer sur une fonction de police,

INTRODUCTION

mais assumer sa fonction d'anticipation afin d'atteindre le terrorisme à sa racine.

Cela soulage certainement d'évoquer un phénomène nouveau en parlant du terrorisme « islamiste ». Les autorités occidentales qui semblent parfois impuissantes à empêcher la survenance de ces actes de terreur y trouvent une excuse.

Nous assistons à des réactions répondant à des déséquilibres provoqués par des forces contraires. D'un côté, une hégémonie autant militaire qu'économique. De l'autre, une résistance prenant la forme de la guerre asymétrique. Ce que nous appelons le terrorisme.

Pourtant, la trame de fond n'a guère changé. Elle reste similaire au terrorisme que nous avons vécu au cours des décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

En arrière-plan, on y trouve toujours le parrainage direct ou indirect d'un État.

C'est plutôt la réaction de nos gouvernements qui a changé. Après les attentats du 11 septembre 2001, les pistes sérieuses conduisaient principalement, *via* l'Espagne et l'Allemagne, au Pakistan et à l'Arabie Saoudite.

C'est pourtant l'Afghanistan puis l'Irak que la coalition menée par Washington a frappés.

L'empressement du clan Bush, Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz à frapper l'Irak au lendemain du 11 septembre 2001 est motivé, entre autres, par la volonté de gommer une époque révolue avec ses démons.

Le temps du soutien inconditionnel au vieil « ami » irakien lors de sa guerre contre l'Iran. La livraison d'éléments d'armes chimiques comprise.

Saddam Hussein est une vieille connaissance des gouvernements républicains de Ronald Reagan et de George Bush père.

L'utopie de la « guerre des civilisations »

Les adeptes d'une guerre des civilisations sont aussi dangereux que sectaires. Comme la thèse qui est soutenue dans *Le Choc des civilisations* de l'Américain Samuel Huntington. Ce dernier émet l'hypothèse que les principaux facteurs de conflits ne seraient plus d'ordre idéologique ou économique, mais culturel. Ce diplômé d'Harvard soutient qu'aux guerres qui opposaient l'Est à l'Ouest et le Nord au Sud se seraient substituées celles des civilisations. Dans son camp se dressent les tenants du « choc des civilisations », qui arguent l'incompatibilité de l'islam avec les valeurs de l'Occident.

En aucun cas, Huntington ne saurait expliquer le terrorisme par un différentiel culturel. Parce que le terrorisme n'a pas son origine au Moyen-Orient. Il gangrène également nos démocraties, toute notion religieuse écartée.

Les exemples démontrant que les « islamistes » n'ont pas la paternité du terrorisme ne manquent pas. Entre autres, l'attentat perpétré par un sergent des Marines en avril 1995 contre le bâtiment administratif fédéral à Oklahoma City, voulant venger la disparition de la secte des Davidiens. Il y tua 168 personnes. Les violences politiques de l'ETA en Espagne. Celles de l'IRA en Grande-Bretagne. Le terrorisme corse. L'attaque des casernes en Colombie par les cartels de la drogue.

Par ailleurs, l'action terroriste figure dans le catalogue de la doctrine militaire des grandes puissances dans le volet de

la guerre indirecte. Tout comme la guerre psychologique et la déception par l'information.

Beaucoup de questions demeurent sans réponse

À quel moment les attentats du 11 septembre 2001 ont-ils été décidés? L'assassinat de Massoud, le chef charismatique afghan, a-t-il servi de signal? Il semblerait que non. Massoud est mort le 9 septembre. Un hasard, car le lion du Panshir a dû reporter à plusieurs reprises les demandes d'interview de ses meurtriers déguisés en journalistes. Or les pirates de l'air ont réservé leur place sur les vols du 11 septembre entre le 25 août et le 28 août. Ce qui signifie que la décision de frapper a été prise sans rapport direct avec la mort de Massoud.

Parce que nous peinons à comprendre les tenants et les aboutissants du concept terroriste, nous laissons nos esprits divaguer et avancer maintes hypothèses.

Les attentats du 11 mars 2004 à Madrid sont-ils liés à la participation militaire espagnole en Irak? Peut-être... mais, le cas échéant, en partie seulement.

Pour certains, la résolution du conflit israélo-palestinien est la clé de la paix au Moyen-Orient et surtout le désamorçage de la fameuse « guerre des civilisations ». Il est évident que le respect de la « feuille de route » dans laquelle est arrêtée la création de l'État palestinien en 2005 est primordiale.

Néanmoins, il ne faut pas s'y méprendre. Le conflit israélo-palestinien a souvent été pris en otage par des mouvances d'origines diverses et sa résolution tant attendue ne réglera pas tout.

Toutefois, il est certain que son non-règlement ne peut qu'aggraver le phénomène terroriste islamiste.

Par ailleurs, malgré les interventions en Afghanistan et en Irak, l'activité terroriste internationale s'est intensifiée en 2004, le nombre d'attentats ayant plus que triplé par rapport à l'année précédente.

Le Centre national de l'antiterrorisme (N.C.T.C.), sous l'autorité de la CIA, a compté 651 attentats dans le monde, contre 208 recensés l'année précédente par le Département d'État américain. Le nombre de victimes également est en augmentation: 1 907 morts pour l'année 2004 contre 625 en 2003.

Des chiffres en deçà de la réalité. Les victimes du terrorisme n'ayant pas toutes la même valeur aux yeux du Département d'État.

Aussi la quantité de « spécialistes » autopromus sur Al-Qaïda ou encore sur Oussama Ben Laden qui interviennent dans le paysage médiatique révèle un phénomène de mode. Le plus flagrant est la multitude d'orthographe que nous trouvons dans la documentation de référence concernant les noms propres des terroristes et les appellations des différentes mouvances. À croire parfois que nous ne parlons pas des mêmes événements.

Et que penser du cerveau présumé de la seconde vague d'attentats de Londres? Ceux du 21 juillet 2005. Haroon Aswat, soupçonné d'être un haut responsable de Al-Qaïda, arrêté en Zambie. Dans le passé on l'avait déclaré mort en Afghanistan. Abattu par l'armée américaine. D'autres, encore, l'ont annoncé emprisonné au Pakistan.

On entend tout et n'importe quoi. À se demander si quelqu'un sait vraiment quelque chose.

Envahir l'Irak au nom de la guerre contre le terrorisme n'était pas la solution

Le Moyen-Orient arabe est au cœur d'une zone offrant un cadre social dont l'islam est un élément civilisationnel majeur qui s'étend en longitude du Maghreb au Pakistan et, en latitude, du Soudan à l'Asie centrale.

L'un des buts déclarés de l'Administration Bush est de prévenir l'émergence d'une puissance rivale d'envergure.

Face à l'Union européenne, la Russie, le Japon et la Chine, le contrôle de l'aire arabo-islamique prend tout son sens.

Cette région contient des voies de passage essentielles entre les zones Europe et Asie. Cette aire géohistorique est riche en hydrocarbures. Le Golfe et la Caspienne en détiennent à eux seuls plus de 70 % des réserves mondiales.

Paul Wolfowitz, théoricien et néoconservateur proche de Bush, qui a défini une déclaration de principes du cercle de réflexion nommé *Project for a New American Century* (PNAC, www.newamericancentury.org), fixe les axes de cette politique destinée à assurer la supériorité stratégique des États-Unis dans tous les domaines.

Voici ce que l'on apprend, en consultant ces documents :

Il s'agit de modeler un nouveau siècle favorable aux principes et aux intérêts américains pour réaliser « une direction américaine globale ».

L'élimination de Saddam Hussein.

Les États-Unis cherchent depuis des décennies à jouer un rôle permanent dans la sécurité du Golfe. Tandis que le conflit non résolu fournit une justification immédiate, le besoin de la

présence d'une force américaine substantielle dans le Golfe transcende la fin du régime de Saddam Hussein.

Il y a plusieurs motivations qui ont engagé les États-Unis en Mésopotamie. Outre une sorte d'obsession du travail inachevé en 1991 et la nécessité de maintenir des ennemis pour asseoir sa suprématie non sans l'impulsion du complexe militaro-industriel, l'une des principales raisons est de sortir d'Arabie Saoudite, tout en maintenant une présence militaire dans la région.

La conservation du pétrole irakien en est une autre.

Le bilan officiel du Pentagone au 1^{er} août 2005 fait état de 1 787 morts dans le camp de l'armée US dont 76 % sont tombés au combat – les engins piégés décimant plus de 600 militaires – et de 25 000 civils tués.

Alors que le terrorisme en Irak a déjà fait 15 fois plus de victimes irakiennes que parmi les forces coalisées, les Irakiens continuent de blâmer l'occupant américain et la politique de son gouvernement après chaque attentat. Preuve que l'occupation ne sera jamais légitimée. On le voit avec la Tchétchénie et les territoires palestiniens. L'occupation d'un territoire par une puissance étrangère ne trouve pas d'acceptation même sur le long terme.

L'Afghanistan et la guerre de l'opium

Comme pour les attentats du 11 septembre, une partie des pistes des attaques de Londres aboutissent en Afghanistan. Durant les années de guerre antisoviétique, on vit se développer la production d'opium pour, entre autres, financer l'effort

INTRODUCTION

des chefs de guerre de l'intérieur. Ce fut en partie le cas pour le commandant Massoud qui ne bénéficiait que peu de l'aide militaire et financière américaine, les États-Unis préférant soutenir plus activement des mouvements plus radicaux. Notons, toutefois, que la culture du pavot dans le pays est ancestrale. Mais c'est au cours des derniers conflits contemporains que sa juteuse transformation commerciale prit forme.

Par la suite, l'opium a été l'une des clés de l'économie de guerre des Talibans.

Au cours de l'année 2000, voulant réduire les stocks, à la demande des mafias d'Asie centrale préoccupées par le risque de baisse des prix qu'une surproduction pourrait entraîner, le régime taleb a interdit cette production, une *fatwa* du mollah Omar allant dans ce sens.

C'est début 2001, alors que la sécheresse se développait, que les paysans n'ont pas semé de pavot. Sauf dans les régions contrôlées par l'Alliance du Nord de Massoud. Ainsi le prix de la pâte brune prit rapidement l'ascenseur, ce qui offrit aux Talibans et aux mafias locales d'engranger des plus-values substantielles.

On constate l'absence de scrupules et le manque de foi du régime taleb qui appliquait des sévices corporels et se livraient à des exécutions sommaires à l'encontre de la population au nom de la vertu et de la lutte contre le vice. Encore une fois, on note que la religion est prise en otage par des criminels qui l'utilisent pour arriver à leurs fins. Pour maintenir leurs privilèges acquis par la violence et le biais du crime organisé.

Néanmoins, la problématique demeure. Et la lutte contre le trafic de drogue est une entreprise plus que périlleuse, tant

il y a de gens qui sont impliqués dans cette industrie criminelle à des niveaux très élevés dans l'appareil militaire tant afghan que pakistanais. La rente opiacée est perverse : un agriculteur afghan modeste peut gagner 3 000 dollars par saison. Autrement, il n'aurait que ses trois tonnes de blé, soit 450 dollars pour faire vivre sa famille.

On le voit, la situation afghane, sans le renforcement d'un pouvoir central et le développement d'une économie composée de différents secteurs d'activité et tournant le dos définitivement à l'économie de guerre, reste préoccupante.

Quant au nouveau gouvernement en place, encore faut-il qu'il ne soit pas corrompu, donc qu'il ne soit pas à la solde des intérêts états-unis. Ni d'ailleurs d'une autre puissance étatique comme d'une quelconque influence d'origine criminelle. Dans ce sens, les barons de la drogue afghans et pakistanais ne peuvent que représenter la cible des efforts de justice de la part de la communauté internationale.

Jean Arnault, représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, considère pour sa part que, depuis avril 2005, la situation au plan sécuritaire évolue négativement.

On ne saurait attribuer l'inflation de la violence aux seuls extrémistes, la drogue et les rivalités locales, la criminalité ordinaire et la corruption jouant pour beaucoup.

Quant à Antonio Maria Costa, directeur de l'office des Nations unies contre la drogue et le crime, il nous apprend que les revenus engendrés par l'opium sont estimés à 2,8 milliards de dollars en 2004 pour les trafiquants et les chefs de guerre. Maria Costa constate que ceux-ci sont à la tête d'organisations quasi militaires et qu'une « réponse efficace » réclame le déploiement d'une force équivalente.

À l'heure actuelle, aucune région du pays n'est sécurisée, ceci malgré les 6 500 soldats de l'ISAF.

L'Afghanistan est toujours aux mains des seigneurs de guerre qui exercent leur influence grâce à la culture du pavot. Ces malfaiteurs ont même les moyens de porter la terreur en Europe. On en a eu la preuve à Londres.

Un message destiné au gouvernement Blair pour qu'il retire ses troupes du pays de la fleur mortelle.

Le terrorisme est une industrie fructueuse

Le militant terroriste pakistanais a un prix. Entre 2 500 et 5 000 roupies – 5 000 à 8 000 s'il est étranger, principalement arabe. Le lanceur de grenades encaisse 150 roupies la grenade et une prime si elle a été efficace. L'attentat contre un officier de l'armée indienne au Cachemire se monnaie entre 10 000 et 30 000 roupies. Le kamikaze a également son tarif. Il se négocie avec l'organisation et la famille. Dans ce cas, il est question d'assurer des conditions de vie presque décentes à la famille du futur défunt : 5 000 à 10 000 roupies mais à vie et même indexées sur l'inflation ou encore calculées en devises fortes quand le résultat de l'attentat est noté « bon ».

Aussi que penser de ce père de famille afghan, réfugié dans la banlieue de Dubaï, qui a reçu, après le décès de deux de ses enfants, dans le fief taliban de Tora Bora en novembre 2001, les fonds nécessaires à l'ouverture d'un commerce.

Autre exemple avec ce Yéménite, couvert de dettes, qui s'est vu, du jour au lendemain, après le départ de son fils pour une destination dont il ne reviendra jamais, libéré de ses obligations débitrices.

Ces officines, presque des banques, où les candidats à l'attaque suicide viennent constituer leur dossier rivalisent de morbidité avec des fondations dont la raison d'être est de prendre en charge, après leur sacrifice, les familles des assassins. Dans ce registre du commerce d'un genre peu orthodoxe – c'est le moins que l'on puisse dire –, on trouve toutes sortes d'organisations s'affichant comme des O.N.G. musulmanes.

Plus en amont, on trouve ces quelques centaines de *madrasas* dans lesquelles on prépare, avec le consentement des familles, les futurs petits kamikazes.

Dans son livre *Qui a tué Daniel Pearle?*, Bernard-Henri Lévy décrit de sa plume les contours de la planification du martyr dans un programme général d'assistance sociale aux familles nécessiteuses. La place de l'attentat suicide comme ascenseur social. Une assurance vie criminelle.

Ouvrons la parenthèse et permettons-nous la comparaison avec ces quelques milliers de jeunes Portoricains, Noirs américains et Mexicains qui partent en Irak, pour beaucoup vers la mort ou du moins la mutilation mais dont les familles se verront accorder une identité et une couverture sociale. C'est Bush et ses partenaires d'affaires liés à l'industrie de l'armement et à celle du pétrole principalement qui ont récolté les juteux bénéfices. Le contribuable américain, quant à lui, passe à la caisse. Pas de volontaires = pas de guerre. Pas de guerre = pas de bénéfices.

Pour en revenir au terrorisme suicide, ses méandres ont les mêmes contours.

Pas de terrorisme = pas de collectes de fonds (dons et autres « impôts » révolutionnaires ou « islamiques »), ni d'industrie du terrorisme et beaucoup moins de trafics en tout genre.

INTRODUCTION

Donc, pas de bénéfiques. Aux deux extrémités de cette logique de guerre, on trouve toutes sortes de gens qui se remplissent les poches.

Le terrorisme au nom de l'islam est un leurre tout comme l'intention de trouver des armes de destruction massive en Irak.